

# besoin de politique

PAR NICOLAS KSSIS



PHOTOMONTAGE SOPHIE LOUBATON

**APRÈS QUE LA FIN 2008 A ENCHAÎNÉ LES CONGRÈS LES UNS APRÈS LES AUTRES (PS, PC...),** tandis que le Parti de gauche tente de se lancer et que s'annonce la création du NPA en 2009, une vraie question se pose derechef à toute cette mouvance située ou se situant elle-même à « la gauche de la gauche », un débat qui semble pour l'instant largement laissé en suspens : comment imaginer une autre politique sportive, autrement que dans le registre des lieux communs ou de la démagogie de plateau télé ? Naturellement Marie-George Buffet, ancienne ministre en charge de ce dossier, s'est exprimée dans les colonnes de *l'Humanité* pour défendre le modèle sportif français, « mis a sac », selon ses mots. Mais au-delà ? Le sport est devenu un phénomène global, dont les ramifications envahissent tout les étages de la société, de la plus simple association de quartier jusqu'à l'imprégnation généralisée de l'espace politique par ses « valeurs » (n'oublions pas la passion tout métaphorique de notre président pour le jogging), sans omettre, surtout en période de crise, le nombre d'emplois directs ou indirects rattachés désormais à son économie propre (400 000 postes à temps plein en France – dont 3 000 sportifs pro-

fessionnels seulement ! – et deux millions en Europe).

Quelle autre vision « idéologique » promouvoir ? Quelles pratiques alternatives encourager ? Quel fonctionnement défendre face à la pression toujours accrue sur le statut associatif et le bénévolat ? Bref, que construire dans un contexte où le sport s'affirme, du moins médiatiquement, comme le domaine par excellence où s'observent les traits dominants de l'ultralibéralisme en actes (concurrence systémique, mythe de « l'égalité de départ », méritocratie, etc.).

Dans les partis et les organisations un tant soit peu structurés, il faudrait déjà commencer à se pencher sur ce qui existe déjà, se réalise, se pense. La perte de lien entre le politique et les divers acteurs associatifs fédéraux (FSGT, UFOLEP...) ou syndicaux (SNEP...) a produit un véritable appauvrissement, qui explique en partie la perte de terrain actuelle, par exemple du PCF. Pourtant, jamais le sport, ou son aile « gauche » (voir les appels « pour un Grenelle du sport » notamment de Bernard Amsalem, président de la FFA), n'a autant réfléchi sur lui-même et le sens de son rôle social. Une nécessité dans un contexte où en boomerang de l'impérialisme hégémonique du sport, un mécanisme de « décolonisation culturelle » rampante se manifeste sur fond d'un réel désenchantement (baisse du nombre de licenciés dans certaines catégories comme les femmes ou les adolescents, abandonnant généralement le cadre associatif sous la pression compétitive).

Il s'impose donc de retrouver les formes d'un dialogue qui ne s'opérerait ni sous les modalités anciennes de l'organisation de masse, ni celles du réseau d'influence. Reste à définir les contours d'un champ de partage où les compétences et les appétences du politique et du sport se cumuleraient sans s'ignorer dans leur spécificité. ■ N.K.

## LE SPORT SCOLAIRE SUR LA SELLETTE

Dans la longue litanie de la destruction du service public, c'est au tour de l'UNSS, qui assure le sport scolaire dans le second degré (dont le travail explique notamment le succès du handball tricolore), de voir ses moyens insidieusement remis en cause, notamment puisque les directeurs et directeurs adjoints seraient désormais « détachés » et non plus « mis à disposition ». Derrière cette subtilité sémantique, c'est « l'inclusion du sport scolaire dans le service public d'éducation qui est mise en question », commente le SNEP. ■

## DU JEU ET DES BÉNÉFICES

Alors que les clubs français ne cessent de pleurer sur leur sort (fiscalité trop lourde etc.), le journal *l'Equipe* révèle que le rapport de la DNCG – organe de contrôle financier du foot professionnel que les Anglais refusent de généraliser au niveau européen – comptabilise au 30 juin 2008, pour l'ensemble des clubs de ligue 1, un bénéfice de 25 millions d'euros (certes avec des disparités, par exemple un PSG dans le rouge de 12 millions). Pendant ce temps, le salaire moyen est passé de 47 762 euros brut à 41 000 en 2007. Il n'y a pas que les banquiers qui savent s'enrichir. ■